



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt six, le huit juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 30

Jérôme DUBOST, Agnès SIBILLE, Nicolas SAJOUS, Pascale GALAIS, Eric LE FEVRE, Véronique BLONDEL, Sylvain CORNETTE, Marie-José BENARD, Yannick LE COQ, Cindy LEFRANCOIS, Édith LEROUX, Isabelle CREVEL, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Thierry GOUMENT, Caroline SAMPIC, Philippe QUERNE, Jean-Pierre VOGEL, Yves LOUMON, Isabelle NOTHEAUX, Hakima BEDJAOUI, Nordine HASSINI, Virginie VANDAELE, Céline VAN PETEGHEM, Nicolas BERTIN, Aurélien LECACHEUR, Solène PETITJEAN, Jean METAYER, Léa DIEPPOIS, Gilles LEBRETON, Théo LAMBERT

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2

Patrick DENISE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS

Aurélia JOPEK donne pouvoir à Gilles LEBRETON

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Benoît NAOUS

Secrétaire de séance

Véronique BLONDEL

CONSEIL MUNICIPAL du 8 juin 2026

M_DL260608_126

COMMANDE PUBLIQUE - TRAVAUX DE REVÊTEMENT DE SOLS - GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET LE CCAS DE MONTIVILLIERS - CONVENTION - SIGNATURE - AUTORISATION

M.Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire – L'accord-cadre relatif aux travaux de revêtement de sol dans les bâtiments de la Ville et du CCAS de Montivilliers, à effet au 31 octobre 2022, pour une durée d'un an, renouvelable 3 fois, arrive à échéance le 30 octobre 2026.

Dès lors, une nouvelle consultation doit donc être lancée pour assurer la continuité dans le remplacement des revêtements de sols selon les besoins de la Ville de Montivilliers, mais aussi dans les résidences autonomie l'Eau Vive et Beaugard pour le compte du CCAS.

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la Commande Publique, des groupements de commandes notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics peuvent être constitués après établissement et signature d'une convention constitutive du groupement de commandes.

Afin d'obtenir les meilleures conditions tarifaires, il convient d'inclure dans un seul dossier de consultation les besoins de la Ville et du CCAS de Montivilliers.

Cette convention précise :

- Que la Ville de Montivilliers est coordonnateur du groupement, qu'elle est chargée de lancer et de notifier l'accord-cadre ;
- Que la commission marché du coordonnateur du groupement est désignée comme étant la commission du groupement de commandes ;
- Que chacun des membres du groupement, chacun pour ce qui le concerne, est chargé de signer son propre acte d'engagement et d'exécuter son propre accord-cadre.

A l'issue de la consultation lancée en procédure adaptée, cet accord-cadre sera signé pour une durée d'un an, à compter de sa date de notification, renouvelable 3 fois, sans toutefois pouvoir excéder 4 années.

Le montant maximum annuel de commandes pour la **Ville de Montivilliers est fixé à 40 000 euros HT**. Ce montant sera identique pour toutes les années de reconduction de l'accord-cadre.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Commande Publique, et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8 ;

VU le rapport de Monsieur Eric LE FEVRE, adjoint en charge des Finances, de la Commande Publique et des Ressources Humaines ;

VU la commission municipale n°5 : Affaires Générales et Finances, réunie le mercredi 03 juin 2026, consultée.

CONSIDÉRANT :

- Que les dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la Commande Publique prévoient la possibilité de créer des groupements de commandes ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- Qu'il est nécessaire de former un groupement de commandes entre la Ville et le CCAS de Montivilliers afin de constituer un accord-cadre de travaux de revêtement de sol dans les bâtiments municipaux et dans les résidences autonomie.

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'approuver** la convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville de Montivilliers et le CCAS de Montivilliers destinée à la passation d'un accord-cadre de travaux de revêtement de sol pour les bâtiments municipaux et les résidences autonomie ;

- **D'autoriser** Monsieur Le Maire à signer avec le CCAS de Montivilliers la convention constitutive du groupement de commandes.

Imputation budgétaire

Exercice 2027 et suivants

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : toutes fonctions selon les besoins

Nature et intitulé : 2135 (installations générales – Agencement – aménagement des constructions)

Montant de la dépense maximum annuel HT : 40 000 euros

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

